

RECHERCHE-INTERVENTION

« Engagement des jeunes dans les trafics : quelle prévention ? »

Pascale Jamouille, anthropologue à l'Université de Mons (Belgique)

Pierre Roche, sociologue au Centre d'Etudes et de Recherches sur les Qualifications (CEREQ)

Des professionnels de Paris et de la Seine-Saint-Denis - juillet 2012

SYNTHÈSE

Rédaction de Florence Raynal, journaliste
Septembre 2012

UNE DÉMARCHE PLURIPROFESSIONNELLE

De mars 2011 à janvier 2012, six séances d'ateliers intitulés « Engagement des jeunes dans les trafics, quelle prévention ? » ont été proposées à deux groupes de professionnels en lien avec des jeunes de différentes classes d'âge inscrits dans les « débrouilles de rue ». Le premier réunissait des acteurs du 19^e arrondissement de Paris ; le second, des acteurs de Seine-Saint-Denis et de Paris. Portée par la Mission de prévention des toxicomanies de la Ville de Paris, la Mission de prévention des conduites à risques du Conseil général de la Seine-Saint-Denis, les Directions de la cohésion sociale des deux départements et le Forum Français pour la Sécurité Urbaine, la démarche a impliqué des éducateurs spécialisés, des assistants sociaux, des animateurs socioculturels, des conseillers en insertion sociale et professionnelle, des enseignants, des médiateurs sociaux, des psychologues...

Objectif : produire des connaissances sur le sens de l'implication des jeunes dans les trafics ainsi que rechercher des leviers de prévention et des modes d'accompagnement plus aidants pour les en sortir. Animés par Pierre Roche, sociologue au Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ) à Marseille, et Pascale Jamouille, anthropologue à l'Université de Mons (Belgique), ces ateliers s'inscrivaient dans la continuité de précédents travaux, lancés dès 2007*.

* Pascale JAMOUILLE, Jean FOURNIER, « Comprendre le sens des conduites à risques pour agir en prévention », Plan crack du Nord-est parisien, Groupe prévention, 2007.

Malika AMAOUCHE, « Processus d'inscription dans l'économie de la rue : quelles stratégies de prévention ? ». Enquête ethnographique dans le Nord de Paris, à Stains, Saint-Ouen et en Seine-Saint-Denis conduite par le Groupe de recherche sur la vulnérabilité sociale (GRVS) et financée par le Conseil général de la Seine-Saint-Denis, la Ville de Paris, la Préfecture de Paris et la DDASS de la Seine-Saint-Denis, 2010.

Quel rôle la prévention peut-elle jouer pour réduire les dommages liés aux trafics de drogues et limiter leur emprise sur une fraction de la jeunesse ?

C'est à cette question que, dans le cadre d'une recherche participative, des professionnels exerçant à Paris ou en Seine-Saint-Denis et en contact avec de petits dealers (des jeunes qui sont « les petites mains » du trafic) ont tenté de répondre. Par ce travail mené avec l'appui de deux chercheurs, ils ont croisé leurs regards, leurs lectures de l'économie de la rue, leurs expériences, et ont permis d'enrichir grandement les savoirs sur les logiques qui incitent les jeunes à s'engager dans les réseaux, puis à s'y maintenir, comme sur les dynamiques qui les aident à en sortir. La démarche éclaire également la manière dont l'irruption du trafic perturbe et réinterroge les pratiques des intervenants. Refusant tout déni, ces professionnels ont en outre réussi à construire un cadre éthique d'intervention et à décliner des pistes novatrices de travail. Des pistes pertinentes qui mériteraient assurément expérimentation.

L'ÉCONOMIE DE LA RUE, ENTRE DEBROUILLE, VIOLENCE, FRIME ET MAL-ETRE

« On a très peu de gros trafiquants. On en voit un une fois par an maxi. On voit le petit dealer, celui qui fait le pied de grue, qui guette ; c'est souvent du shit, majoritairement. »

Dans les quartiers de relégation où ont été concentrées les familles populaires, en particulier issues de l'immigration, les « débrouilles de rue » participent à une économie de la pauvreté. Parmi celles-ci, le commerce de contrefaçons, le négoce de marchandises « tombées du camion », les vols... mais aussi la vente au détail de stupéfiants ou l'offre de prestations sexuelles. Cette économie de la rue, dans laquelle s'impliquent des adolescents voire des enfants, repose sur une division genrée du travail. Ainsi les filles se lancent-elles davantage que les garçons dans le trafic de cartes bleues ou de produits de luxe et peu dans le deal de psychotropes. En outre, quand elles y prennent part, ces dernières se concentrent surtout sur le transport – c'est le cas notamment de jeunes filles en errance –, le stockage de l'argent ou de la marchandise ou la vente dans les lieux festifs (cocaïne, drogues de synthèse). L'entrée dans le trafic, où les tâches sont morcelées, s'effectue progressivement. Les jeunes commencent par faire le guet, ou même, avant, par rendre des services aux guetteurs en leur apportant par exemple à boire et à manger, puis, s'ils remplissent correctement leur fonction, se voient confier d'autres activités au fil du temps : stockage des produits ou de l'argent, aide logistique, protection des personnes ou des territoires, vente au détail... Dans ces réseaux, le clivage est très net entre le haut et le bas de l'échelle. Au sommet de la hiérarchie, les « dirigeants » bénéficient de revenus sans commune mesure avec les gains des exécutants. Cette main d'œuvre, flexible s'il en est, est en effet mal rémunérée, pour ne pas dire exploitée, au regard des heures de travail effectuées et des dangers encourus, les postes tenus étant notamment très exposés aux risques judiciaires.

Un univers étroit et des rapports de pouvoir ■■■

« Le processus du trafic est un processus violent. C'est, pour moi, un processus de domination. »

L'extrême sectorisation est une particularité des réseaux. L'ancrage territorial des « équipes » est tel qu'il peut même conduire à enfermer les jeunes dans le milieu du trafic. Ces derniers passent en effet leur temps dans un espace restreint, au mieux un quartier, celui où ils vivent, développent localement de plus en plus de relations, puis finissent par couper les liens avec l'extérieur. Il en découle que plus l'appartenance à ce lieu se révèle forte, plus l'emprise des réseaux sur les jeunes est prégnante. La mainmise de ces organisations est encore consolidée par le fait qu'elles fonctionnent sur des rapports de domination. Leur économie ne repose pas, en effet, sur l'échange mais bien sur des relations de créancier à débiteur, calquant d'ailleurs en cela les fondements de l'économie libérale. Pris par la fièvre de l'argent, le besoin de flamber et d'afficher une image de réussite, les petits trafiquants se lancent très vite, et à corps perdu, dans une consommation ostentatoire : ils s'équipent en objets de prestige, s'habillent avec des vêtements de marque, paradent dans de belles voitures... Les jeunes dépensent ainsi les billets qui leur passent entre les doigts, jusqu'à se retrouver endettés auprès de leurs fournisseurs et finalement englués dans le deal. Le pouvoir de ces derniers est enfin conforté par le fait que les petits trafiquants les voient parfois comme des protecteurs et donc se sentent redevables vis-à-vis d'eux au plan symbolique.

De l'argent facile ? Pas si simple ■■■

« Quand on a une vraie proximité éducative avec eux, c'est beaucoup de souffrance, de mal-être. »

Les petits trafiquants vivent tenaillés par la crainte de ne pouvoir rembourser leurs dettes, de voir leur honneur sali ; ils sont inquiets de la violence qui surgira inéluctablement en réponse à tout manquement, sous la forme de menaces ou d'atteintes physiques contre eux ou leurs proches ; ils subissent en permanence le stress d'une éventuelle arrestation policière et des conséquences judiciaires. Une telle pression pousse les « petites mains » à mettre leur corps en jeu et beaucoup se retrouvent à consommer des psychotropes : cannabis, alcool, ecstasy, cocaïne, pour assurer de jour comme de nuit. Un sentiment de culpabilité peut aussi atteindre psychiquement ceux qui dealent du crack ou de l'héroïne. Pour tenter de s'en débarrasser, certains relativisent en se raccrochant à l'idée qu'un dealer ne serait pas, à l'image de naguère, un vendeur de mort mais un commerçant comme un autre. Quant au client, il n'est plus assimilé à un drogué mais plutôt à une personne branchée. À l'inverse, d'autres se dédouanent en faisant porter aux clients toute la responsabilité de la transaction, parfois même en les jugeant sévèrement. C'est le cas par exemple avec des crackers devenus, selon eux, « tox » par faiblesse de caractère. Les jeunes peuvent aussi rejeter la faute sur le système, lequel les dépasse. Ces défenses ne font cependant que mal maquiller l'anxiété que la situation génère. S'ensuivent des crises d'angoisse, des nuits perturbées, des journées passées sur le qui-vive, à se méfier de tout, un mal-être, qu'ils gardent secret, auquel s'ajoute parfois le stress de se sentir harcelé par les clients et finalement de n'être jamais en paix. Pourtant, malgré sa pénibilité, l'économie de la rue se révèle peu juteuse. L'idée répandue de l'argent facile est largement erronée. Autant dire que d'autres moteurs, puissants, incitent les jeunes à s'engager, puis à se maintenir, dans les trafics.

S'ENGAGER DANS LES TRAFICS, Y RESTER... EN SORTIR

« On est face à des gamins qui sont expulsés du système scolaire, en rupture familiale, plongés dans x précarisations, x précarités qui font qu'à un moment donné, ces gamins se réalisent à travers le groupe de pairs et à travers la fréquentation de l'espace public. »

Tous les jeunes, qui grandissent dans des « quartiers d'exil » où ont été concentrées les familles populaires dont beaucoup sont d'origine immigrée, n'intègrent pas des réseaux de trafic. Y entrer résulte, le plus souvent, de la rencontre de plusieurs logiques et d'un enchaînement de mises à distance, voire de ruptures, avec l'école, la famille... Tout d'abord, dans ces cités, les jeunes évoluent dans des groupes, qui peuvent remplir une fonction défensive et affective. Dès l'école primaire, ils se rassemblent par affinités, se socialisant ainsi entre pairs. Le sentiment d'appartenance à un collectif est un ciment puissant ; les jeunes vont d'ailleurs jusqu'à qualifier le groupe de « famille » ou d'« équipe ». Les trafics viennent donc se greffer sur une dynamique groupale, des sociabilités de quartier. En outre, les mineurs baignent dans un environnement où le deal et la consommation de drogues, aujourd'hui de plus en plus banalisés, se déroulent sous le regard de tous, et donc le leur. Des trafiquants, plus âgés, peuvent alors servir de modèles identificatoires. En particulier, des grands vont repérer des petits qu'ils jugent courageux, les prendre sous leur protection, les former et les faire travailler. Ceux-ci mettront toute leur énergie à se montrer à la hauteur, soucieux de voir leur valeur reconnue par le groupe des plus âgés. Si tous les collectifs organisés autour du deal ne sont pas totalement stables, beaucoup reposent néanmoins sur des liens affectifs ancrés dans le temps et donc difficiles à dissoudre. Dans ce contexte, le trafic vient souvent occuper une place laissée vide par les institutions. Par exemple, au moment de l'entrée au collège, des préadolescents peuvent se sentir très vulnérables face aux grands et rechercher les protections qui leur manquent dans des groupes où s'opère du deal. Ceux que l'école a exclus sont tout autant en danger lorsque leur réaffectation tarde à venir et qu'ils se retrouvent livrés à eux-mêmes, envahis de surcroît par un puissant sentiment de révolte. Il est rare en outre que ceux en grand désamour avec l'école et qui la quittent à l'âge de 16 ou 17 ans parviennent à s'insérer dans le monde du travail. Désœuvrés, sans revenu, ils peuvent découvrir dans le cadre de l'institution que constitue le système d'organisation du trafic une vie sociale alternative et des ressources. La relégation scolaire et, en particulier, l'absence de perspectives donnent ainsi de l'attrait au deal. Enfin, les jugements portés par certains enseignants sur les familles sont aussi susceptibles de concourir à le renforcer. Les conflits de cultures entre parents et école sont en effet singulièrement déstabilisants pour les jeunes.

Aveuglement et mutisme des familles ■■■

« J'ai rarement vu un cautionnement ouvert des parents. Je vois plus des limites floues, le fait de fermer les yeux et de ne plus avoir prise sur leurs enfants. »

Nombre de jeunes ne voient que peu leurs parents et passent le plus clair de leur temps dehors. Beaucoup sont en difficulté avec eux et, les échanges se raréfiant, les relations ont tendance à se brouiller. En particulier, dans ces quartiers populaires, maints habitants sont issus de l'immigration, situation qui complexifie souvent les transmissions familiales et peut générer des tensions. Le chômage et les problèmes sociaux, endémiques, nuisent souvent quant à eux à l'image paternelle alors que parfois aucun aîné n'est présent pour servir de modèle positif d'une insertion réussie via les études ou l'emploi légal.

Au contraire, certains enfants ont plusieurs frères déjà inscrits dans l'économie de la rue, ce qui leur en ouvre grand les portes. Fréquentes sont enfin les mères qui doivent élever seules leurs enfants et se retrouvent dépassées par l'ampleur des tâches à accomplir. Travaillant loin du domicile, subissant des horaires extrêmement flexibles, certaines délèguent leur autorité aux aînés et laissent les enfants livrés à eux-mêmes. D'autres, à l'inverse, surinvestissent la relation, ce qui pousse les adolescents à s'émanciper coûte que coûte et à s'affirmer en adoptant des pratiques à risques. Dans de tels contextes, les réseaux peuvent être perçus comme des espaces de fuite voire comme de possibles familles de substitution.

Une fois enclenché le processus de participation à un réseau, les jeunes rencontrent bien souvent peu de barrières au début de leur chemin. Dans le déni, des parents ne réagissent pas lorsqu'ils voient s'amonceler chez eux des biens coûteux. D'autres, s'ils comprennent la situation, ne savent quelle attitude adopter et s'emmurent dans le silence, tétanisés par la peur, la honte, le sentiment de culpabilité ou d'impuissance. Débordés par les problèmes matériels, de survie, ils savent que leur enfant deale du shit mais feignent de ne rien voir, soit pour ne pas avoir encore à leur dire non, soit, plus précisément, pour ne pas devoir leur refuser ce qu'ils n'ont pas les moyens de leur offrir. Au final, le serpent se mord la queue : certaines dynamiques familiales exposent les enfants au deal et ce dernier fragilise les liens familiaux.

Dealer, une stratégie d'adaptation ■■■

« Quand un gamin voit que ses parents n'arrivent pas à faire des courses... parfois, il participe. C'est pour cela qu'ils y rentrent aussi, pour éviter que leurs parents souffrent. »

Résister à la pauvreté. Telle est bien la fonction que remplit le trafic de détail pour beaucoup de jeunes. Et même si ce travail rapporte peu puisque les vendeurs de cannabis sont rémunérés à un taux horaire nettement inférieur à celui du Smic, cette activité leur semble souvent l'unique moyen de gagner leur vie. Ils l'investissent alors comme une ressource locale disponible à même de combler le manque de perspectives d'avenir. Les jeunes s'adaptent en gros à leur environnement et trouvent dans le trafic une source d'argent possible pour subvenir à leurs besoins, voire à ceux de leur famille dans la précarité, et s'autonomiser. Dealer est en fait une réponse à la crise du marché de l'emploi et à la paupérisation qui affecte, en particulier, ces quartiers. Les revenus qui en découlent viennent en outre désormais souvent compléter les ressources, insuffisantes pour vivre au quotidien, issues des allocations mais également de l'emploi légal. Nombre de jeunes interviennent ainsi dans la revente pour un temps déterminé, sur le mode de l'intérim ou en complément d'une autre activité. Certains viennent d'ailleurs aussi au trafic par souci de rembourser le plus vite possible des dettes légales, telles des contraventions liées aux transports, qu'ils sont dans l'incapacité de payer autrement.

Entrer dans les trafics permet enfin aux jeunes de ne pas avoir à subir la violence d'un rejet qu'ils jugent inéluctable, de par les pratiques discriminatoires à l'œuvre dont ils sont régulièrement victimes. Persuadés que l'emploi, en admettant qu'ils en trouvent un leur correspondant, leur échappera du fait de leur origine ou de leur lieu d'habitation, ils anticipent, soucieux de s'épargner un échec. L'économie de la rue leur semble alors la seule à pouvoir les embaucher et leur offrir une place acceptable. Mais certains la conçoivent aussi comme un marchepied. Animés d'une énergie positive, ils souhaitent en découdre avec la fatalité sociale. Leur idée est de se lancer dans le trafic le temps d'amasser le capital suffisant pour monter leur petite entreprise et, après cette prise de risque porteuse d'espoir, de rentrer dans le rang. Cette voie mène toutefois fréquemment à un cul-de-sac, constat étant fait que le deal favorise rarement des trajectoires d'ascension sociale.

Entre adrénaline et revanche sociale ■■■

« Dans ces marchés parallèles, on leur donne une place qu'ils n'ont pas par ailleurs. Donc, effectivement, il y a la quête de l'argent mais la quête de l'image et de l'identité doit aussi, selon moi, être forte. »

Les enjeux économiques et financiers, malgré leur importance, ne suffisent pas à expliquer le rôle pris dans les trafics. Se mêlent en effet des dimensions subjectives. Tout d'abord, cette implication peut venir satisfaire un besoin d'adrénaline. Le deal peut en effet être source de plaisir pour ces adolescents car il appelle des prises de risques et les confronte au vertige de la peur.

Cette recherche de sensation s'inscrit en partie dans la quête viriliste – surenchère d'une masculinité dure et endurente, dominatrice, combative et courageuse – qui structure les relations de trafic. Par sa capacité à résister et à affronter le danger, le jeune, qui se met ainsi en scène, a alors la sensation d'exister dans le regard des autres, de susciter le respect de ses pairs. Souvent il cherche à redorer une estime de soi ternie, notamment par l'humiliation vécue à l'école. À la honte succède alors la fierté, celle d'être reconnu par les clients, de donner de l'argent à ses parents, de monter dans la hiérarchie du trafic, de se bâtir une réputation à l'échelle de la cité. Dans le deal, les jeunes de ces quartiers pauvres trouvent en outre un espace où se confronter au monde adulte, par la transgression, où jouer avec les limites, mais également où se rebeller contre une société qui les ignore, les méprise, les rejette. Face aux discriminations sociales, scolaires, raciales subies, l'accès à l'argent et à la consommation qu'il autorise leur offre un biais pour prendre une revanche.

Le trafic, un enfermement ■■■

« Cette forme d'appartenance au groupe, dont on ne peut pas se détacher, c'est aussi une forme d'addiction [...]. C'est cette aspiration de l'individu par le groupe qui fait qu'ils n'arrivent pas toujours à s'en sortir [ni] à récupérer une petite parcelle de temps qui leur permettrait d'aller voir ce qu'il se passe ailleurs ou de rentrer en contact avec d'autres. »

Une fois entrés dans les réseaux, beaucoup de jeunes peinent à en sortir. Ceux pour qui le trafic n'est qu'un passage disposent la plupart du temps d'atouts ou d'appartenances autres que ces organisations (copine, famille, études, équipe de sport...). En général, ils ont de surcroît réussi à échapper à diverses formes de violences traumatisantes, qui tendent à endurcir les jeunes et à les enkyster dans les trafics. Plus encore que les pratiques de consommation et de deal, les petits trafiquants ont en fait prioritairement du mal à lâcher les relations qu'ils entretiennent avec leur groupe d'appartenance, ou encore à se défaire de l'emprise exercée par le leader. Les dettes illégales contractées empêchent, elles aussi, la sortie du trafic. Mais la dette n'est pas que financière, elle s'avère également symbolique. Le trafic est en fait un rapport de don, de dette puis d'emprise, qui peut être violent. Régulières, les rixes, les guerres de marché et autres embrouilles fragilisent les jeunes sur le plan psychique et aboutissent à leur faire perdre toute confiance dans les autres et en eux-mêmes, et par les couper de leurs émotions. Ils paraissent ainsi indifférents à leurs propres souffrances et à celles d'autrui. Enfermés dans l'économie de la rue, ses fonctionnements et ses codes sociaux, les jeunes s'éloignent de leurs proches et de ceux qui pourraient les aider, et ne parviennent pas à se projeter dans un autre milieu. Le marquage pénal contribue enfin à enfermer les jeunes dans l'impasse de l'illégalité. Les politiques d'interpellation systématique des jeunes occupant l'espace public, la menace accrue de répression qui pèse sur eux, la massification des mesures pénales qui s'effectue au détriment des mesures éducatives même pour les moins âgés, la multiplication des peines de prison avec les apprentissages qui s'y font et le casier judiciaire qui en découle... augmentent les risques de marginalisation des petits détaillants et d'incrustation dans les réseaux.

Sortir de la dépendance ■■■

« A un moment donné, il y a une montée en puissance d'une pulsion de vie, quelque chose qui s'illumine. »

Toutes les situations ne sont pas figées et des jeunes, s'ils n'ont pas perdu complètement l'estime d'eux-mêmes, parviennent à desserrer peu à peu l'étau des trafics et à enclencher des mouvements de sortie. À un moment, malgré leur penchant pour la peur et leur besoin de se battre, le niveau de violence peut en effet ne plus leur paraître supportable, soit que celle-ci dépasse leur morale personnelle, soit qu'elle commence à toucher leurs proches.

Saturés, mais aussi conscients que les coûts dépassent les bénéfices, ils aspirent à une autre vie et envisagent de rompre avec le milieu. Pour ce faire, certains devront couper les ponts avec leurs amis d'enfance, voire leur quartier, et se retrouveront dans un grand isolement, avant de reconstruire de nouveaux réseaux. Les risques de sombrer dans une dépression sont alors réels. Parfois c'est l'ensemble du groupe de pairs qui « change de direction », en s'investissant dans des passions alternatives et valorisantes. Ainsi par exemple, le sport ou les cultures urbaines les autorisent à exprimer autrement et à dépasser ce qui les a précipités dans les trafics : injustice sociale, souffrance des parents, discrimination raciale...

La plupart du temps, quitter le deal se fait progressivement – le processus prend parfois plusieurs années –, et les trajectoires peuvent ne pas être linéaires. Il faut déjà être en capacité de rembourser ses dettes. À cette fin, des jeunes commencent par réduire le temps consacré au trafic pour se plonger dans une dynamique d'insertion professionnelle.

Certains effectuent un emploi à mi-temps le matin et dealent l'après-midi, avant de tout lâcher. L'investissement dans la vie professionnelle est, pour eux, une aide précieuse pour s'éloigner de leur passé, tout comme l'expérience amoureuse est fréquemment un point de départ, car elle leur ouvre de nouveaux horizons. Les jeunes réinvestissent aussi leur famille d'origine, quand ils le peuvent, ou fondent la leur, les engagements parentaux étant un bon moteur de stabilisation. Petit à petit, ils reprennent contact avec les émotions et affects que les modes de vie du trafic ont émués. Enfin, certains ressentent le besoin de compenser cet éloignement du trafic en prenant d'autres risques, pour « décélérer » en quelque sorte et pouvoir passer en douceur à autre chose, ou encore de s'investir pour autrui, pris par un désir de réparer les violences commises.

À LA RECHERCHE DE POSITIONNEMENTS PLUS AIDANTS

« Souvent, ils vont dire : « Mais tu ne peux pas comprendre. Parce que tu as un métier convenable, tu ne peux pas savoir ! » C'est vrai, il y a plein de choses que je ne peux pas comprendre. Mais il veut dire aussi qu'il y a des choses qui sont tellement lourdes qu'elles ne sont pas communicables. »

Les trafics perturbent les institutions et, en particulier, interrogent l'approche et les savoir-faire habituels des professionnels qui y exercent et qui côtoient les petits dealers : enseignants, éducateurs, acteurs de l'insertion... Tout d'abord, force est de constater que certains leviers d'intégration sociale deviennent inopérants. Comment promouvoir la culture de l'effort, par exemple, face à un gamin affirmant gagner une somme astronomique pour faire le guet ?

Quelles perspectives tangibles mettre en avant pour le convaincre de s'investir quand son modèle est celui du dealer des séries télévisées ou des films à grand spectacle qui brasse des liasses de billets vite gagnés et s'offre belles voitures et « jolies filles » ?

Les professionnels se retrouvent en effet confrontés à des jeunes dont les valeurs reposent sur l'immédiateté, la réussite à tout prix, la consommation et le paraître, cela sans détenir beaucoup d'atouts pour lutter contre. En outre, toute relation éducative suppose l'établissement d'une confiance mutuelle, or le trafic impose une forme d'omerta qui ne facilite pas la relation.

Les travailleurs sociaux découvrent ainsi que les jeunes se taisent, cachent leurs sentiments et leur malaise, ou encore, qu'eux-mêmes font l'objet de suspicion et de surveillance quand ils pensaient le lien bien établi. Les violences inhérentes au trafic ne leur rendent pas non plus la tâche aisée.

Ils peuvent craindre d'en être victimes, ou encore de ne pas savoir les gérer en situation. Il peut en découler une peur apte à entraver leur capacité à aller au-devant des jeunes. À l'inverse, le risque est tout aussi grand pour eux de tomber dans une fascination pour cet univers interlope et de se retrouver dans l'impossibilité de réagir. La cohésion des équipes est alors mise à rude épreuve.

La proximité, pour mieux comprendre et agir ■■■

« L'une des principales difficultés, c'est la distance que l'on peut mettre entre notre fonction et la loi. On est souvent en porte-à-faux. Sans cette distance, on ne peut pas avoir de réelle légitimité auprès des jeunes. »

L'intervention dans le cadre de trafics de drogues impose aux professionnels de questionner en permanence leur positionnement. Et c'est assurément, pour eux, le choix de la proximité qui conditionne l'efficacité de leur action auprès des jeunes. Celle-ci peut se décliner de différentes façons : aller sur leur territoire, pour se faire connaître et reconnaître ; leur offrir des espaces ouverts, où ils seront accueillis avec bienveillance ; se rendre accessibles en réduisant au maximum la distance qui les sépare d'eux ; ou encore faciliter le rapprochement avec d'autres professionnels. Dans ce dernier cas, cela peut se traduire par la construction de partenariats, afin d'augmenter la capacité d'action de chacun, ou par la mise en contact directe de jeunes, et à leur demande, avec une large palette d'interlocuteurs.

Pour affirmer la proximité, la réactivité se révèle absolument essentielle. Or celle-ci n'est pas toujours aisée. Les professionnels sont parfois, sur le terrain, confrontés à des décisions difficiles à prendre et doivent, souvent seuls, arbitrer vite entre des exigences contradictoires. Il s'agit ainsi pour eux de jongler entre l'obligation de rester dans la légalité et la nécessité d'intervenir avec légitimité, en créant un espace de confiance avec le jeune. Par exemple, lorsqu'un petit dealer livre à un éducateur des éléments relatifs à ses activités délictueuses ou aux violences qu'il exerce sur autrui, fruit d'un travail relationnel réussi, quelle attitude adopter ? Ils doivent ensuite mettre en travail leur positionnement dans un cadre collectif afin de bénéficier de la réflexion des autres professionnels et de la multiplicité des points de vue.

Dans tous les cas, avoir une lecture fine des réseaux se révèle incontournable. Le positionnement individuel des professionnels se nourrit en effet avantageusement des connaissances acquises chaque jour sur le terrain. Ces derniers doivent ainsi non seulement se familiariser avec les problématiques générales du trafic mais également percevoir avec clarté les enjeux locaux, sentir et décrypter les dynamiques individuelles. Il s'agit de la sorte de réussir à saisir ce que cachent les attitudes, la gestuelle ou les paroles parfois confuses des jeunes, à déceler ce qui mérite une attention particulière et à mieux adapter concrètement la réponse à la réalité vécue, par exemple en tenant vraiment compte des « impératifs » de ces petits trafiquants.

Stop aux illusions et place à l'estime de soi ■■■

« La chose la plus importante reste le fait d'avoir confiance en soi et de pouvoir faire comme les autres. »

Aider les jeunes à déconstruire les illusions qu'ils se font à propos du trafic est l'un des piliers de l'accompagnement préconisé. La première d'entre elles est l'idée d'un enrichissement facile lié au deal et qu'ils partagent avec maints acteurs. Bien connaître la réalité de cette économie permet aux professionnels de détruire ce mirage que les jeunes entretiennent eux-mêmes par des pratiques ostentatoires pour épater les autres et se valoriser à leurs propres yeux. En particulier, les « petites mains » ont tendance à brandir des liasses de billets qui correspondent davantage à leur chiffre d'affaires qu'à leurs bénéfices. Autrement dit, l'argent de leur patron. Dissoudre l'illusion de l'argent facile peut passer par exemple par le calcul du gain réel des petits détaillants comme du tarif de l'heure de travail. En Seine-Saint-Denis, des professionnels l'ont ainsi estimé à entre 4 et 5 euros, soit bien moins que le Smic. En outre, il y a lieu de mettre ce montant en perspective avec les risques encourus. Les jeunes minimisent d'ailleurs souvent les dangers inhérents à leur activité tout convaincus qu'ils sont de maîtriser la situation par leur discrétion, leur intelligence, leur organisation. Une autre illusion à déconstruire. Il en va de même avec l'impunité.

Les petits trafiquants ont en effet peu conscience de la réalité de la répression. L'inscription dans les réseaux est progressive et ils n'ont pas toujours une perception claire de l'existence d'un seuil de risque. Ce d'autant que le trafic est présent partout autour d'eux, bien visible, qu'il jouit d'une forme de tolérance, quand ce n'est pas d'une légitimité sociale, au vu des processus à l'œuvre de paupérisation. Il se révèle cependant impératif, dans la plupart des cas, de ne pas briser trop hâtivement ces chimères afin de ne pas générer de sentiment d'humiliation en manifestant à ces jeunes combien ils sont abusés et exploités, alors même que ces illusions concourent à nourrir leur estime de soi. À l'inverse, il s'agit pour les professionnels de renforcer cette dernière, largement abîmée par la condition qui est faite à ces jeunes et les stigmatisations qui en découlent, de les aider à reconstruire une image positive d'eux-mêmes et la confiance en autrui. Dans cette perspective, recourir aux chantiers d'insertion peut se révéler judicieux car c'est une occasion pour eux de se revaloriser en explorant de nouvelles facettes d'eux-mêmes.

Le groupe, la pire et la meilleure des choses ■■■

« A un moment donné, le groupe, c'est un bloc. Il va falloir travailler avec ça pour qu'une autonomie se crée dans le groupe. L'autre jour, on veut prendre une glace. Tout le monde choisit son parfum, le leader arrive et, d'un coup, tout le monde prend le même parfum que lui. »

Redonner une valeur positive à la dynamique groupale s'impose. À cette fin, une bonne connaissance du rapport de chaque jeune au groupe se révèle primordiale. Sa position au sein de cette entité peut ainsi être centrale ou périphérique. De même, chaque collectif a sa propre histoire, son évolution, ses caractéristiques, un fonctionnement particulier dont il convient de bien saisir les spécificités pour une intervention juste. Certains groupes, comme les bandes, tuent ainsi toute créativité et nient toute singularité de ses membres tandis que d'autres, à l'opposé, favorisent l'épanouissement des individualités. Les intervenants doivent donc, pour être efficaces, adapter leur action à cette réalité et travailler autant sur le « pas ensemble » que sur le « tous ensemble ». Selon les cas, ils tenteront d'accompagner un processus de détachement du jeune par rapport au groupe, en l'aidant à s'affranchir de ses logiques et des fantasmes qu'il suscite, à résister à la pression parfois énorme qu'il exerce en lui apprenant à marquer sa différence et à s'affirmer par rapport aux autres et au leader ; ou, au contraire, ils gagneront à utiliser le groupe comme levier de prévention.

Dans cette perspective, les professionnels considèrent que le jeune ne doit pas quitter ladite structure mais naviguer de collectif en collectif pour décoller du groupe de dealers du quartier. Certains soutiennent ou créent également des groupes attractifs et sécurisants pour les jeunes partiellement engagés dans le trafic, dans l'optique de leur faire découvrir de nouveaux univers sociaux et culturels. Pour de nombreux acteurs, cela implique par conséquent d'innover en intégrant une dimension collective au sein de leur activité même si l'approche interindividuelle a tout son rôle à jouer et qu'il peut s'avérer judicieux d'organiser les conditions favorables à la rencontre du jeune hors du groupe.

Faire le guet et intervenir à temps ■■■

« Toutes les interventions éducatives ou d'animation qui se font en amont, dès l'enfance, dès l'âge primaire, vont jouer un rôle extrêmement important dans des choix qui vont se faire à l'adolescence. »

Le parcours des jeunes dans les réseaux comprend plusieurs phases en lien avec leur implication, qui militent en faveur d'une adaptation des pratiques. Ainsi, au début, fasciné par le trafic, excité par l'argent et la reconnaissance symbolique qu'il procure, le mineur sous-estime la gravité des risques encourus. Ils lui paraissent virtuels ou ludiques. Il est alors bon de lui faire prendre conscience de la réalité en lui transmettant des informations concrètes. Au fil du temps, le jeune réalise cependant l'ampleur du danger, d'autant qu'il a vu en général des pairs tomber. Mais cela ne l'empêche pas de continuer. Les professionnels ont alors avantage à creuser son approche des risques, à faire tomber en douceur les mécanismes de protection qu'il a mis en place.

Au-delà de ces phases, il existe des moments-clés dans la trajectoire des jeunes qui méritent attention. Il est bon de les repérer afin d'élaborer un accompagnement qui évitera une plongée ou un enfoncement dans le trafic.

L'une des périodes les plus critiques est l'entrée au collège, quand les arrivants, se sentant menacés par les grands, peuvent accepter de faire le guet pour rendre service. Imaginer un espace les autorisant à parler de leurs difficultés peut alors se révéler pertinent. Lorsqu'il entre dans le trafic, l'enfant a tendance à se replier sur lui, à mettre l'adulte à distance, à se démarquer par sa tenue..., autant de signes qu'il convient de repérer. Autre circonstance sensible : le décrochage scolaire.

En particulier, lorsqu'une exclusion définitive a été prononcée par un conseil de discipline, des jeunes se retrouvent à la rentrée à « l'école de la rue », et la bascule dans « l'économie de la débrouille » et le deal peut s'opérer à toute allure. Il y a là une course de vitesse à mener pour réussir à mettre en place à temps une rescolarisation ou des solutions en termes de formation ou d'emploi. L'école n'étant plus obligatoire à partir de 16 ans, la période des 16-18 ans se révèle, par ailleurs, propice à l'enfoncement dans les trafics. D'autant que l'emploi est à cet âge quasi inaccessible et qu'aucun revenu de remplacement n'est prévu. Inactifs et désargentés, les adolescents dégoûtés de leur sort s'ennuient, traînent dehors, croisent le trafic et ses protagonistes.

Autre cap délicat : le passage dans la catégorie des plus de 26 ans. Ce public cesse en effet de faire partie de la cible des missions locales, des centres sociaux ou des équipes de prévention. Conscients du danger de la situation, des animateurs prennent parfois le parti d'intégrer ces jeunes adultes dans certaines de leurs actions.

À l'inverse, des circonstances peuvent se révéler favorables à une sortie du trafic. C'est le cas des périodes d'emprisonnement. Durant la détention et un peu après, les jeunes ont en effet tendance à rompre les liens avec leur groupe ou à s'en sentir éloignés. Souvent, en réalité, ils ont eu la sensation d'être très seuls, pour ne pas dire abandonnés, et de fait, ils se révèlent décidés à ne pas retourner dans le trafic. Toutefois, faute de moyens et traversés par une douloureuse impression de déchéance, ils peinent à résister bien longtemps. Les professionnels disposent donc d'un court laps de temps pour les aider à infléchir leur trajectoire. Enfin, il existe maintes occasions, furtives et non prévisibles que les acteurs doivent savoir saisir sans tarder car elles ne se reproduiront peut-être jamais, les appelant à une extrême et constante vigilance.

DES PERSPECTIVES INNOVANTES ET AUDACIEUSES

« On a souvent affaire à des habitants pour lesquels le système éducatif appartient non pas à un individu mais à une communauté. Il est donc important, surtout quand il s'agit de mineurs, d'impliquer les parents dans notre démarche. Si on a les parents derrière, cela rend notre intervention encore plus forte. »

Redonner du sens à l'engagement scolaire des jeunes et freiner ainsi, ou mieux encore prévenir, leur engagement dans le trafic de drogues, est une ambition primordiale à laquelle la coéducation peut apporter sa pierre. Cette approche appelle un élargissement de la communauté éducative et une coopération entre les parents, les enseignants et même les élèves, mais aussi, au-delà, avec différents intervenants tels que les acteurs de l'éducation populaire ou de l'insertion professionnelle et les travailleurs sociaux. En position de tiers, ceux-ci peuvent, par exemple, animer ou co-animer des groupes d'échange ou des ateliers de citoyenneté, et aider les jeunes à construire une parole collective. La démarche de coéducation, rigoureuse et inventive, suppose cependant un certain nombre de précautions. Ainsi, les enseignants doivent, tout en veillant à reconnaître aux parents le rôle de premiers éducateurs de l'enfant et en cherchant davantage à comprendre leurs difficultés qu'à les juger, réussir à les interpeller autrement.

Il s'agit entre autres pour eux de ne pas attendre la survenue d'un problème d'apprentissage ou de comportement pour les convoquer mais au contraire de les rencontrer pour établir régulièrement un bilan. De leur côté, travailleurs sociaux et éducateurs doivent faire très attention à collaborer avec les acteurs scolaires sans se substituer à eux. La coopération avec les professionnels du monde du travail se révèle également judicieuse en ce sens qu'elle autorise les jeunes à découvrir la réalité de cette sphère, à en avoir une représentation concrète et donc plus exacte, et à se projeter vers des horizons nouveaux. Le principe de la coéducation nécessite enfin que les différents intervenants puissent non seulement se retrouver dans les institutions mais également organiser des animations dans des lieux conviviaux propices aux échanges, y compris au pied des immeubles.

Etayer l'envie d'agir des habitants ■■■

« L'un des enjeux, c'est d'arriver à créer ces dynamiques collectives sur les territoires, dans lesquelles les jeunes puissent vraiment s'impliquer, construire eux-mêmes. Là, on rejoint cette idée de l'empowerment et du pouvoir d'agir. Cela m'interroge toujours sur mes capacités de professionnel à être un facilitateur de l'émergence de cette dynamique positive qui peut permettre à des habitants de s'engager. »

Les habitants, de leur côté, s'organisent parfois en collectifs afin de mener des initiatives intéressantes auxquelles les professionnels peuvent venir utilement en appui. Là encore, la plus grande vigilance doit être de mise afin de ne pas attenter à leur autonomie mais de leur offrir un soutien, des ressources, pour amplifier leur action. Un tel positionnement, qui vise à laisser le choix aux habitants d'intervenir à leur manière, d'avoir recours ou non aux professionnels et d'orienter les relations avec eux en fonction de leur objectif, modifie radicalement l'intervention des acteurs de proximité appelés à jouer un rôle de facilitateurs. Le projet n'est, dans ce cadre, pas formalisé en amont par une institution, mais émerge du terrain, prenant vie à partir du désir des habitants, dans une dynamique tissée de tâtonnements, d'expérimentations. Les initiatives des résidents ont généralement vocation à transformer le rapport à la vie, au monde ou au politique dans la cité, mais elles ont également parfois plus directement pour ambition de prévenir l'implication des jeunes dans les trafics ou de desserrer du moins leur emprise.

Des habitants d'un quartier peuvent ainsi monter une coordination pour l'emploi en prenant contact avec les entreprises implantées dans la cité pour permettre aux jeunes de les visiter et d'y être présentés. Il peut également s'agir pour un groupe de jeunes de se lancer dans le rap afin de témoigner de la réalité de la vie dans leur quartier et de leur implication dans les réseaux. Dans ce cadre, les professionnels sollicités pour les épauler s'investissent pour les faire progresser dans leur art. Le projet peut encore provenir de mères de famille qui, lassées de perdre prise sur leurs enfants de plus en plus happés par le trafic et soucieuses de leur avenir, se regroupent pour se réapproprier une capacité à agir par rapport à ce problème et s'entourent, à cette fin, de professionnels sélectionnés en fonction de leurs besoins.

Créativité, démarche santé..., des leviers pour un mieux-être ■■■

« Il y a la posture morale mais, dans l'approche éducative, le plus intéressant, c'est plutôt d'être dans un questionnement du type : qu'est-ce qui est destructeur pour l'individu ? Qu'est-ce qui peut l'aider à s'épanouir ? »

La musique, la danse, le théâtre... sont autant de supports auxquels peuvent recourir avantageusement les professionnels. En effet, la créativité permet d'aider les jeunes à s'approprier ce qui, dans leur histoire, a été laissé en jachère, voire à se représenter ce qui a été pour eux objet de traumatisme. L'activité créatrice leur offre ainsi la possibilité de commencer à exprimer leur souffrance sans s'effondrer. En outre, ces supports créatifs leur procurent non seulement des modes alternatifs d'investissement psychique, suscitant un vif plaisir et un soutien utile pour les détourner du trafic, mais également un cadre plus contenant et des collectifs plus consistants pour l'avenir. Un autre biais pour atteindre les jeunes est la santé. Sans cesse aux aguets, inquiets, victimes de troubles du sommeil, en danger physique, les jeunes peuvent en effet, à certains moments, être sensibles à cet argument. Celui-ci peut se révéler un réel levier pour la prévention, plus convaincant que tout autre : financier, identitaire, éducatif, moral. Des professionnels développent donc des interventions ciblées dans ce champ et parfois de façon très précoce, auprès des guetteurs notamment. Globalement, il peut s'agir de confronter les petits trafiquants à des images fortes pour les inciter à réagir, de faire émerger ce qui les pousse psychiquement à vivre dans la peur ou encore de creuser avec eux les effets pathogènes des différents produits.

Oser la réduction des risques ■■■

« Mon taf, c'est les aider à passer du risque 3 au risque 2 et du risque 2 au risque 1. Si l'on ne veut pas finir en taule, à l'asile ou à la morgue trop tôt, il y a une adaptation à trouver. »

Dans le deal, les jeunes courent des risques et en font prendre aux autres. Tout d'abord, ceux-ci appartiennent au registre judiciaire du fait de l'illégalité de l'activité : interpellations, mises en examen, jugements, incarcérations. Ensuite, ils touchent à l'intégrité physique : dommages corporels, homicides volontaires ou non ; ou nuisent à la santé mentale : stress, anxiété, peur de la violence des réseaux, culpabilité de « donner la mort », sentiment d'être pieds et poings liés du fait du système de la dette... Enfin, les risques peuvent être sociaux et adopter la forme de la déscolarisation et de la dégradation des relations familiales, de l'atteinte au vivre ensemble et à la tranquillité ou à la sécurité publiques, ou encore de dommages matériels et autres nuisances.

Dans ce cadre, le modèle dit de réduction des risques (RdR), qui a largement fait ses preuves dans le champ de l'usage des drogues, mériterait sans doute qu'on s'y arrête – même si des précautions doivent être prises – pour aborder de manière appropriée l'univers des petits trafics. En effet, son principe est d'estimer que, quelle que soit la situation, il y a toujours quelque chose à faire et que l'on peut limiter les risques sanitaires et sociaux en les diminuant progressivement quand il est trop difficile, ou illusoire, de parvenir à les supprimer d'un bloc. Pragmatique, cette approche ne renonce pas pour autant à l'idéal de l'abstinence concernant les usagers dépendants, mais tente de s'en approcher pas à pas. Il pourrait donc en être de même pour le deal. Un tel modèle permet surtout de travailler à améliorer la situation et d'avoir toujours une réponse à apporter. Cette éthique d'intervention est en fait solidaire d'une représentation professionnelle d'un parcours des jeunes structuré en paliers.

La RdR, une éthique pragmatique pour avancer vers la sortie ■■■

« Il vaut mieux avoir un pied plutôt que les deux dans le trafic. Ils ont souvent les deux puis un, puis plus qu'un orteil et, parfois, plus rien... »

Concrètement, de même qu'en matière de réduction des risques liés à l'usage des drogues, on s'adresse à un consommateur en lui disant : « Si tu peux ne pas consommer, c'est mieux. Sinon, ne prends pas trop de risques et fais au moins cela », il devient possible de s'adresser à un jeune impliqué dans le trafic en lui disant : « Si tu peux ne pas dealer, c'est mieux, mais si tu deales, etc. ». Dans une telle perspective, des professionnels tentent aujourd'hui de conseiller à des jeunes de ne pas investir tout leur temps dans le trafic et de mener une autre activité en parallèle, fût-elle au noir – et donc à cheval entre le licite et l'illicite –, dans l'idée que cela peut leur offrir une expérience formatrice et constituer une ouverture sur le monde du travail. Pour d'autres, il s'agit d'obtenir des jeunes de ne plus désormais dealer les produits les plus nocifs pour la santé ou de ne plus exercer dans certains contextes tels qu'un lieu d'accueil dédié aux jeunes ou en présence d'une mère de famille avec ses enfants.

L'intervention vise également parfois à réduire la violence liée au trafic, notamment celle qu'exerce le plus fort sur le plus faible, en promouvant quelques grands principes d'humanité autour desquels un consensus est recherché. Par exemple, certains ont obtenu que les petits ne soient pas utilisés comme guetteurs. D'autres professionnels veillent enfin à réduire, une fois au bout du processus, les risques inhérents à la sortie du trafic de manière à ce que les jeunes « décélèrent » progressivement, et les accompagnent en interrogeant ces prises de risques. Dans l'économie de la rue, en effet, les jeunes subissent des climats de haute tension et pourraient se retrouver à décompenser brutalement. Les intervenants leur proposent notamment des alternatives légales pour combler le manque de sensations fortes et d'adrénaline, par exemple, des activités sportives ou d'Accrobranche.

Tenter le transfert de compétences ■■■

« Des jeunes nous sollicitent parce qu'ils veulent se réinsérer. Ils peuvent y arriver. Ils ont des compétences énormes, notamment dans le commerce. Monter une entreprise, pour eux, c'est très compliqué parce qu'il y a un cadre complètement différent de celui qu'ils peuvent connaître car, dans la rue, les règles ne sont pas les mêmes que dans la vie normale ! Il faut les aider. »

Autre piste des plus audacieuses : le transfert de compétences. Dans l'économie illicite, les jeunes acquièrent, en effet, des habiletés et développent des savoir-faire également utiles dans le monde du travail formel. Ainsi, les trafics leur donnent l'occasion de s'essayer à la vente, à la négociation, à la comptabilité, aux relations publiques...

Ceux détenant les meilleurs postes et disposant du capital économique, social et symbolique le plus élevé réussissent même parfois à se retirer à temps et à transférer, par leurs propres moyens, ces aptitudes dans le champ du licite. En général, ce sont en fait moins les compétences que la possibilité de les mobiliser dans une autre sphère que celle du deal qui pose problème. Souvent, ces jeunes ne connaissent pas les codes propres au monde du travail ou sont peu disposés à les respecter.

Des professionnels considèrent donc qu'accompagner cette translation d'un univers à l'autre offre un sillon intéressant à creuser, même si cela requiert beaucoup de patience et de vigilance pour éviter certains pièges. En effet, il ne faudrait pas en particulier que des jeunes, qui peineraient à trouver un emploi, interprètent cette validation des compétences comme un encouragement à s'inscrire dans le trafic pour y parvenir. Cette perspective suppose donc, au-delà de la relation duelle à établir, de développer de gros efforts de communication. Une telle stratégie sera également indispensable pour convaincre les acteurs du monde du travail de jouer le jeu ou les financeurs de juger cette approche réaliste et légitime au point de la soutenir. Car, comme en témoigne un intervenant : « J'ai commencé à dire que cette démarche de réinvestissement des compétences des gamins engagés dans le trafic de drogues était intéressante mais c'était inentendable ».

Les professionnels de proximité du groupe de travail du 19^e arrondissement de Paris :

- Sophie AGNEL, Responsable du Point accueil écoute jeunes, Maison des copains de la Villette (MCV)
- Christophe ALESSANDRI, Educateur, Fondation Jeunesse Feu Vert
- Najim BOUARIAN, Educateur, Fondation Jeunesse Feu Vert
- Julie BUQUET, Assistante sociale, Association FAIRE
- Chérif CHAOUUCHE, Chef de service, Association des jeunes amis du marais (AJAM)
- Guillaume COTI, Directeur du Centre social et culturel J2P
- Agnès JANSSEN, Chargée de développement local, Equipe de développement local, Ville de Paris
- Christophe JIBARD, Agent de développement social, Association Sœur Emmanuelle (ASMAE)
- Yannick MAHE, Educateur, Maison des copains de la Villette (MCV)
- Guy ORLANDINI, Educateur / Chargé de mission, Association de Prévention du Site de la Villette (APSV)
- Sophie PETRU, Responsable de l'Antenne jeunes Flandre, Ville de Paris
- Cécile RABOUIN, Chargée de projet et chargée de la coordination de la plate-forme jeunes décrocheurs, Mission locale de Paris – Site Paris Est
- Alain REZE, Educateur, Club du Canal de l'Œuvre de protection des enfants juifs (OPEJ)
- Caroline RICHARD, Coordinatrice de territoire, Association Coordination Toxicomanies
- Guilhem SAISSET, Educateur / Médiateur, Association Coordination Toxicomanies
- Ousmane SIDIBE, Médiateur social, Association Sœur Emmanuelle (ASMAE)

Les professionnels de proximité du groupe de travail transpériphérique (Seine-Saint-Denis/Paris) :

- Ouardia AIT HADDI, Educatrice, Service Urgence Jeunes-AURORE, Gagny
- Valérie BEAUDOIN, Chargée d'insertion, Fondation Jeunesse Feu Vert
- Abdoullah BEN SAID, Directeur de l'association Musik à venir, Pantin
- Ludovic BLAY, Informateur Jeunesse, Antenne jeunes Davout, Paris
- Sylvie CAROT, Principale du collège J. Baker, Saint-Ouen
- Bruno CHAMINADE, Chef de service, Arc 75
- Thierry DUEZ, Directeur de l'Ecole Nelson Mandela, Saint-Ouen
- Romain DURR, Educateur, Association GRAJAR, Paris
- Karima ESSEKI, Educatrice PJJ, STEAMO, Aulnay-sous-Bois
- Anne GUILBERTEAU, Coordinatrice de l'Atelier Santé Ville du 20^e, Fondation Œuvre de la Croix Saint-Simon, Paris
- Stéphanie GADHOUM, Psychologue, Mission locale Sevran, Tremblay-en-France
- Dominique LANDRODIE, Chef de service, Fondation Jeunesse Feu Vert, Saint-Ouen
- Elise LONGE, Chargée de Mission parentalité, Ville de Saint-Ouen
- Elisabeth MONNERAT, Directrice, Point Accueil Ecoute Jeunes La Chapelle, Paris
- Alexis OLI, Educateur, Fondation Jeunesse Feu Vert, Saint-Ouen
- Denis PEDOWSKA, Directeur d'une communauté thérapeutique, Association Aurore, Aubervilliers
- Pierre VARIN, Educateur, Point Accueil Ecoute Jeunes La Chapelle, Paris
- Matthieu VERRIERE, Educateur, Association GRAJAR, Paris

Les co-animateurs des deux groupes de travail :

Thierry CHARLOIS, Consultant, Forum Français pour la Sécurité Urbaine (FFSU)
Isabelle JEANNES, Chef de projet, Mission de prévention des toxicomanies DASES, Mairie de Paris
Catherine JOUAUX, Chef de projet, Mission de prévention des toxicomanies, DASES, Mairie de Paris
Céline LEON, Directrice adjointe, Mission de prévention des conduites à risques, Conseil général de la Seine-Saint-Denis
Emmanuel MEUNIER, Chef de projet, Mission de prévention des conduites à risques, Conseil Général de la Seine-Saint-Denis